

Suite de la page 3 *peuvent réguler ensemble la capitalisme*. L'accord sans précédent conclu le week-end dernier par les ministres des Finances du G7 sur une taxation minimale des multinationales s'inscrit dans cette volonté de montrer que le «retour» de l'Amérique et de la coopération multilatérale peut être fructueux. Que ce soit sur la réforme de la fiscalité, sur le climat, où Washington compte redevir un partenaire de premier plan, ou sur la lutte contre la pandémie. Très critiqué pour son approche farouchement *America first* de la vaccination et son refus, pendant des mois, d'exporter le moindre flacon, Biden a annoncé jeudi le don par les Etats-Unis de 500 millions de doses aux pays pauvres (lire page 3).

Des tensions demeurent toutefois, d'autant que Biden n'a pas, loin de là, abandonné toute tentation unilatérale, propre à la superpuissance américaine. Les droits de douane imposés par Trump sur l'acier et l'aluminium européens n'ont pas encore été levés, même si des négociations ont débuté mi-mai. L'absence de réciprocité de Washington après la décision de l'UE de rouvrir ses frontières aux touristes américains fait aussi grincer des dents. Et la manière dont le retrait militaire d'Afghanistan a été annoncé, sans consultations, n'a guère été appréciée par les Européens qui ont encore des troupes sur place. *«L'arrogance hostile, brutale et imprévisible de Donald Trump a disparu. Nous retrouvons désormais l'arrogance traditionnelle et plus amicale d'une nation américaine sûre de sa supériorité et de sa puissance»*, ironise un diplomate français. Signe de l'intérêt tout relatif porté par l'administration Biden à l'Europe, les ambassadeurs américains auprès de l'UE, de l'Otan, en France, au Royaume-Uni ou en Allemagne n'ont toujours pas été nommés.

#### CRÉDIBILITÉ

Cette lenteur n'est pas de nature à rassurer des alliés européens aux yeux desquels les Etats-Unis ont par ailleurs perdu en crédibilité. *«Pour bâtir par exemple un agenda commun face à la Chine, il faudrait mettre en place un cadre de coopération sur des sujets de long terme comme le commerce, la politique industrielle ou technologique, analyse Andrew Small, chercheur au German Marshall Fund. Or l'expérience de Trump a prouvé que tout pouvait être remis en question du jour au lendemain. Il y a donc un degré de prudence chez les Européens.»* Bien conscients que si Biden a battu Trump, il n'a pas pour autant vaincu le trumpisme, dont le pouvoir de nuisance reste réel. Et le traumatisme bien vivace. ◀

# «Biden veut que l'Europe adopte une approche plus dure envers la Chine»



INTERVIEW

JEFF WATTS

**Spécialiste des relations transatlantiques, le professeur Garret Martin analyse la stratégie diplomatique du président américain, qui veut profiter de sa tournée européenne pour commencer à bâtir un front anti-Pékin.**

Rallier les «*démocraties du monde*» face aux «*autocraties*», Chine en tête: c'est l'objectif affiché de Joe Biden. Professeur à l'American University de Washington, où il codirige le Transatlantic Policy Center, Garret Martin analyse la stratégie du président américain et son impact sur les pays européens.

**La Chine est la grande absente de ce marathon diplomatique mais elle sera présente dans de nombreuses conversations...**

Sans aucun doute, la Chine sera l'un des principaux sujets à l'agenda, que ce soit au G7, à l'Otan ou au sommet européen. Cela illustre la relation complexe et multidimensionnelle avec la Chine. Joe Biden veut que l'Europe converge avec les Etats-Unis sur une approche plus dure envers la Chine. Même si l'Union européenne a adopté ces dernières années une li-

gne plus ferme, les Etats-Unis et l'Europe ne parlent pas encore le même langage sur Pékin. Et un certain nombre de dirigeants européens ont peur de devenir un objet dans la compétition entre les deux puissances.

**Entre Européens et Américains, quels sont les sujets de convergence, ou à l'inverse de friction, par rapport à la Chine ?**

Sur les questions d'accès au marché chinois, les frustrations des compagnies américaines, européennes, mais aussi japonaises ou canadiennes, sont largement partagées. De même sur la question des droits de l'homme, des abus dans le Xinjiang, de Hongkong, il n'y a pas de grandes différences, au moins pour ce qui est du discours.

Sur le sujet des investissements et du poids économique de la Chine, la différence est nettement plus marquée.

L'idée de «*découplage*» des économies, c'est-à-dire de réduire les échanges et les dépendances entre l'Occident et la Chine, est plus facile à mettre en œuvre aux Etats-Unis qu'en Europe. En outre, on parle de l'Europe comme d'un bloc, mais il y a aussi de grandes différences internes, notamment sur les investissements. La moitié des pays européens pose très peu de questions sur les investissements chinois, l'autre est beaucoup plus circonspecte.

**En quoi le «découplage» avec la Chine serait-il plus complexe pour l'Europe ?**

Cela tient déjà au poids économique de la Chine dans certains pays européens. Dans la foulée de la crise économique de 2008, certaines nations très durement touchées, comme la Grèce, étaient très enclines à accueillir des investissements étrangers. Cela a abouti, par exemple, à la vente du port

de Pirée aux Chinois. Aux Etats-Unis, le système de supervision des investissements étrangers est bien plus avancé, au nom de la sécurité nationale. L'Europe commence à suivre mais reste en retard. Enfin, il y a une différence plus philosophique, notamment en ce qui concerne l'Allemagne. Depuis la guerre froide, et c'était très vrai dans la relation avec l'Union soviétique puis la Russie, les Allemands privilégient le dialogue, notamment économique, à une approche basée purement sur la confrontation.

**N'est-il pas paradoxal pour Joe Biden de poser en rassembleur des démocraties alors que la démocratie américaine reste fragilisée par les conséquences de la présidence Trump ?**

Cela fait débat. On aurait pu imaginer, en réaction aux années Trump, une approche de retrait, où Biden aurait dit

en substance: «*Nous allons remettre notre maison en ordre avant de donner des leçons au reste du monde.*» Une autre approche consiste à se dire qu'il s'agit des deux faces d'une même pièce, et qu'on ne peut pas réalistement essayer de relancer la démocratie à la maison si on n'est pas sérieux pour faire la même chose à l'extérieur. C'est cette approche qu'a choisie Biden, ce qui est logique compte tenu de son parcours. Il fait partie de ce courant internationaliste assez classique chez les démocrates et les républicains pré-Trump. Pour sa génération, remettre en cause l'exceptionnalisme et le leadership américain serait un vrai blasphème.

**Comment l'Europe peut-elle faire face aux pressions américaines pour choisir son camp, qui risquent d'être d'autant plus fortes que le sujet est l'un**

des rares à faire consensus à Washington ?

Cela touche à la question fondamentale de l'autonomie stratégique européenne. La présidence Trump et le Brexit ont accéléré les débats qui existent depuis longtemps sur ce sujet. C'est un concept qui demeure assez nébuleux, qui n'est pas forcément compris de la même manière à Paris, Berlin ou Varsovie. Il n'y a pas encore un accord complet sur ce que cela veut dire concrètement, sur le niveau d'ambition que cela demande. Mais il va être très difficile de remettre le génie dans la bouteille.

**Lors du G7, un projet baptisé «Clean Green Initiative», une sorte de plan Marshall vert visant à rivaliser avec les nouvelles «routes de la soie» chinoises, pourrait être présenté. Qu'en pensez-vous ?**

Cette proposition d'infrastructure peut représenter un

compromis vers une approche plus positive et constructive qu'un simple front antichinois. Après, cela fait longtemps qu'on entend parler de rivaliser avec les nouvelles routes de la soie. Il faudra voir quelle est l'ampleur du projet, quel budget sera réellement investi, d'autant plus avec les contraintes financières liées à la pandémie. Enfin, la question de la continuité se pose: est-ce que ce plan sera suivi sur la durée par d'autres administrations, par d'autres dirigeants dans les pays clés ?

**A propos de continuité, le traumatisme des années Trump peut-il influencer la façon dont l'Europe ré pondra aux pressions de l'administration Biden ?**

Absolument, car les Européens n'ont aucune garantie qu'un accord passé aujourd'hui sera respecté demain. Je donne toujours à mes étudiants l'exemple de

l'accord nucléaire avec l'Iran. Les trois grands pays européens – France, Royaume-Uni, Allemagne – ont commencé à le négocier en 2003. Il a fallu douze ans de discussions intenses pour parvenir à cet accord, certes imparfait mais important. Trois ans après, Trump l'a complètement affaibli d'une simple signature. Cela a profondément marqué les diplomates européens. Les négociations ont repris pour un retour des Etats-Unis. Mais même si elles aboutissent, Joe Biden, aujourd'hui, ne peut offrir aucune garantie, aucune promesse, que la personne qui viendra après lui respectera cet accord, ou un autre. Cela va laisser des traces et il sera intéressant de voir si cela affecte l'envie des Européens de conclure des accords très fondamentaux avec Washington.

Recueilli par FRÉDÉRIC AUTRAN



Lors d'une tempête de sable à Pékin, le 15 avril. PHOTO NICOLAS ASFOURI. AFP



Au large du Canada, en juin 2017. PHOTO DAVID GOLDMAN. AP



Boris Johnson et Joe Biden à Carbis Bay, jeudi. PHOTO BRENDAN SMIALOWSKI. AFP

## Sur le climat, les ONG réclament de l'ambition

**Le G7 doit donner le ton d'une série de rendez-vous internationaux cruciaux pour la biodiversité. Pour les défenseurs de l'environnement, le temps est venu de passer aux actes.**

De vendredi à dimanche, le sommet du G7 en Cornouailles donnera le clément d'une séquence internationale clé pour le climat et la biodiversité. Celle-ci sera rythmée tout l'automne par de grandes échéances: Congrès mondial de la nature de l'UICN (à Marseille, en septembre),

assemblée générale des Nations unies (en septembre aussi), Conférence des parties des Nations unies sur la diversité biologique (COP15 biodiversité à Kunming, en Chine, en octobre) et COP26 sur le climat (à Glasgow, au Royaume-Uni, en novembre).

**«Incarner».** En amont de ces rendez-vous, «*le G7 est la dernière occasion pour les pays riches de montrer l'exemple et de prendre leurs responsabilités*, estime Aurore Mathieu, du Réseau action climat (RAC), qui fédère 25 associations. Ils sont en effet les principaux responsables de la crise climatique, car ils sont les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, du moins historiquement.» L'annonce de la fin des subventions

publiques aux centrales à charbon par les ministres de l'environnement des pays du G7, le 21 mai, est sur la diversité biologique «*un premier pas dans la bonne direction*», admet le RAC. *«C'est une victoire car les pays du G7 ont réussi à faire céder le Japon, très dépendant du charbon, mais en réalité la plupart d'entre eux ne financent plus le charbon depuis déjà quelques années»*, relative toutefois Aurore Mathieu. Surtout, les chefs d'Etat «*doivent sans attendre annoncer la fin des financements publics à toutes les énergies fossiles, y compris le pétrole et le gaz, dont l'extraction et l'exploitation contribuent à l'aggravation de la crise climatique et à des violations des droits humains*», avertissent les ONG.

Rien ne dit qu'ils le feront ce week-end. De façon générale, qu'il s'agisse de climat ou de biodiversité, des annonces ambitieuses susceptibles d'être à la hauteur des immenses défis à relever sont «*peu probables*», regrette Aurore Mathieu. Car les pays du G7 sont loin d'être exemplaires. Leurs plans de relance économique «*ne sont pas assez verts*», estiment les ONG. Tous continuent de financer le pétrole et le gaz, bien plus que les énergies renouvelables. *«En France, le gouvernement envisage de soutenir, à l'export, des projets gaziers jusqu'en 2035»*, rappelle Pierre Cannet, du WWF France. Les chefs d'Etat du G7 ne devront «*pas juste réaffirmer leur solidarité envers les pays en développement*

*qui font face aux pires effets de la crise climatique mais enfin l'incarner»*, demande par ailleurs le RAC. Question de «*justice climatique*», pour l'heure négligée. Car les 100 milliards de dollars par an promis en 2009 par les pays riches pour aider les plus pauvres «*n'ont jamais été réunis, alors que les besoins continuent de croître*».

**«Signal».** «*Sans annonce d'augmentation des financements, les chances de succès des négociations climatiques à la COP26 s'amenuiseront*», craint Aurore Mathieu. Pour le RAC, la France «*devrait montrer l'exemple en annonçant une augmentation de ses financements climats, pour atteindre 8 milliards d'euros par an jus-*

qu'en 2025», contre 6 milliards par an aujourd'hui.

*«La communauté internationale ne luttera pas efficacement contre le réchauffement climatique sans protéger ni restaurer la biodiversité»*, insiste aussi le WWF. Car la crise de la biodiversité (effondrement du vivant, destruction des écosystèmes) est étroitement liée à celle du climat. L'ONG estime donc que les Etats du G7 doivent notamment s'engager en faveur d'un objectif général visant à protéger 30% des espaces terrestres et marins. Ce que les ministres de l'environnement des pays concernés ont déjà promis fin mai. Pour Pierre Cannet, «*un tel signal politique irait dans le bon sens, mais devra s'accompagner d'une mobilisation des Etats pour entraîner les négociations internationales sur la biodiversité. Dès l'adoption du communiqué des chefs d'Etat du G7, nos regards se tourneront sur sa mise en œuvre.*»

CORALIE SCHAUB

## Avec Johnson, point d'accordailles en Cornouailles

Le Premier ministre britannique et le président américain se sont entretenus jeudi soir, le second sommant le premier de favoriser le processus de paix avec l'Irlande du Nord.

Une première rencontre les pieds dans l'eau. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, et le 46<sup>e</sup> président des Etats-Unis, Joe Biden, ont échangé en face-à-face pour la première fois jeudi, à la veille du G7 en Cornouailles, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Les deux dirigeants

ont montré leur unité et même échangé quelques blagues devant les caméras. *«On a quelque chose en commun avec le Premier ministre, a signalé Biden. On s'est tous les deux mariés au-dessus de notre lit.»* Le président faisait référence au récent mariage de Johnson avec sa compagne, Carrie Johnson.

**Urgence nationale.** Les deux hommes se sont offert une balade, accompagnés de leurs épouses. Discuter avec Joe Biden est une «*bouffée d'air frais*», a commenté Boris Johnson. Avant d'ajouter que leurs relations étaient «*excellentes*». Cette camaraderie de façade s'est sûrement atténuée lors-

que les portes se sont closes pour un entretien bilatéral. Coopération commerciale, vaccination, climat... Ces sujets, abordés pendant leur échange, ont été éclipsés par une urgence nationale: le respect des contrôles douaniers en mer d'Irlande. Car, alors que Boris Johnson avait enfin une occasion parfaite pour vanter les mérites d'un Royaume-Uni post-Brexit devant son précieux allié, le chef des conservateurs s'est fait rappeler à l'ordre. La veille de leur rencontre, le locataire de la Maison Blanche a accusé Boris Johnson d'«*attiser les tensions*» en Irlande et l'a sommé de favoriser «*le processus de paix*» dans son agenda

politique. Selon *The Times*, Biden avait déjà demandé la semaine dernière à Yael Lempert, la plus haute diplomate américaine au Royaume-Uni, d'adresser au gouvernement une réprimande formelle – une démarche rarement, voire jamais, utilisée par des alliés. Car pour l'Américain d'origine irlandaise, l'accord de Belfast (signé en 1998 pour mettre fin à la guerre civile qui a tué plus de 3500 personnes en Irlande du Nord) est sacro-saint.

**Protocole.** Ces derniers jours, les relations entre Londres et Bruxelles se sont extrêmement tendues. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'Irlande du Nord, toujours dans le marché commun, fait office de douane entre les marchés européen et britannique. Pour l'instant, les échanges commerciaux n'ont pas été perturbés en raison d'une période de grâce. Celle-ci se termine fin juin et le gouvernement britannique s'est dit prêt à ignorer certains points du protocole pour éviter toute interruption de l'approvisionnement des supermarchés nord-irlandais. Des menaces qui font perdre patience aux Vingt-Sept: «*Le protocole a été signé par les deux parties. Il est temps de l'appliquer*», a réitéré jeudi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. De son côté, Emmanuel Macron a prévenu que «*rien n'est renégociable*» sur le Brexit. Agacé, Boris Johnson souhaite clore ce sujet au plus vite pour se concentrer sur le G7 et la place du Royaume-Uni post-Brexit sur la scène internationale. «*Je suis optimiste quant à la conclusion de ces négociations. Je suis sûr que ce sera réglé rapidement*», a-t-il évacué mercredi soir.

NINA GUÉRINEAU  
DE LAMÉRIE

Envoyée spéciale à Carbis Bay (Royaume-Uni)